

Solidarité avec la jeunesse en grève pour le climat

Jeudi, 26. septembre 2019

De: Groupe Enseignement SSP-GE



Photo Valdemar Verissimo

Le SSP Genève constate, comme tout le monde, que tant les scientifiques que les mouvements collectifs ou individuels alertent sur l'urgence climatique. En effet, celle-ci va avoir très vite des conséquences catastrophiques et pourrait même, à terme, remettre en cause toute possibilité de vie sur terre. Presque tout le monde s'accorde donc à dire que des mesures à la hauteur de l'enjeu doivent être prises en urgence.

A l'appel de la jeune militante suédoise Greta Thunberg, des millions de jeunes et très jeunes élèves se mobilisent actuellement à travers le monde pour imposer aux adultes et aux gouvernements des mesures qu'ils n'ont pas prises jusqu'à présent.

A Genève et en Suisse, ces jeunes ont décidé de faire des vendredi 27 et samedi 28 septembre un temps fort de leur mobilisation. Le SSP les soutient et participera à ces marches climatiques.

Or, en date du 23 septembre, soit à cinq jours de la date annoncée pour la grève climatique à Genève, la direction générale du DIP a publié une série de mesures présentées comme découlant d'une large concertation, alors que le SSP n'a pas été consulté ! La méthode n'est pas nouvelle : le DIP fait semblant d'écouter pour en définitive décider ce qui était déjà prévu.

Dans ce courrier, le DIP explique aux parents les conditions à une participation de leurs enfants à la grève. Si l'institution se déclare sensible aux préoccupations des jeunes, elle se comporte dans les faits de la même façon que les « Grands de ce monde » écoutant Greta Thunberg : des acquiescements mais pas ou trop peu d'actions. Concrètement le DIP maintient les évaluations prévues ce 27 septembre laissant entendre que les annuler reviendrait à remettre en question la scolarité des élèves (qui n'est pas remise en cause quand la Conseillère d'État emmène pendant leurs cours 2 000 élèves assister à l'entraînement de Federer à la Laver Cup !). Et mieux, menace les élèves de sanctions s'ils/elles ne sont pas présent.e.s aux évaluations prévues.

Les mesures prônées par le DIP ne font que menacer et corseter les jeunes susceptibles de contester l'ordre des choses et, en particulier, la logique disciplinaire face à laquelle on ne peut que se plier si on veut réussir son année. Le procédé n'est pas à la hauteur d'une Présidente de département, Conseillère d'État qui a été enseignante et qui se réclame d'un « parti de

gauche ».

Surtout lorsqu'elle écrit trois jours plus tard :

« A l'heure où des jeunes du monde entier se mobilisent en faveur du climat, je tiens à souligner toute l'importance que le département accorde aux enjeux du développement durable et au rôle que l'école doit jouer en la matière." (...) "Comme vous le savez, j'accorde beaucoup d'importance à ce que la parole soit donnée aux jeunes sur les sujets qui les concernent". (...) "Si nous souhaitons atteindre les objectifs ambitieux qui sont les nôtres, nous devons nous mobiliser maintenant. Je me réjouis d'ores et déjà de pouvoir m'y engager avec vous et nos élèves. »

« Le règlement c'est le règlement et l'urgence climatique est un détail », voilà le message transmis par le DIP ! On ne saurait partager cette philosophie qui tourne le dos à l'esprit de nombreux textes officiels dont la LIP.

Le SSP est solidaire des jeunes parce qu'il est convaincu que les réponses actuelles à l'urgence climatique ne sont, ni ici, ni ailleurs, à la hauteur de cet enjeu vital. Il demande à ses membres et aux enseignant.e.s en général de ne pas donner d'épreuves pendant les journées de mobilisation de la jeunesse, de transmettre des copies des leçons données ces journées afin de ne pas pénaliser les élèves mobilisé.e.s et appelle tou.te.s les enseignant.e.s. à se solidariser, par tous les moyens dont le boycott de cette directive du DIP, aux mobilisations de la jeunesse qui se bat pour notre avenir à tou.te.s.

Pour le reste, le SSP soutient avec d'autres syndicats les mobilisations en faveur de mesures efficaces, justes et socialement acceptables. Nous nous engageons pour une autre politique critique et concrète, pour des emplois assurés avec de bonnes conditions de travail et une transition énergétique financée de manière solidaire, autrement dit avec des budgets cantonaux qui ont peu à voir avec celui que le Conseil d'État nous propose.

Notre syndicat restera vigilant sur les cas de répression et-ou d'intimidation proférés par les adultes au service du DIP.